



Commission économique
pour l'Afrique (CEA)
Bureau pour l'Afrique du Nord

**Réunion d'experts sur le
document cadre de politique régionale de développement
des énergies renouvelables en Afrique du Nord**

Présentation de la réunion et ateliers thématiques



24-25 septembre 2013
Rabat, Maroc

Proposition de document cadre de politique régionale de développement des énergies renouvelables en Afrique du Nord

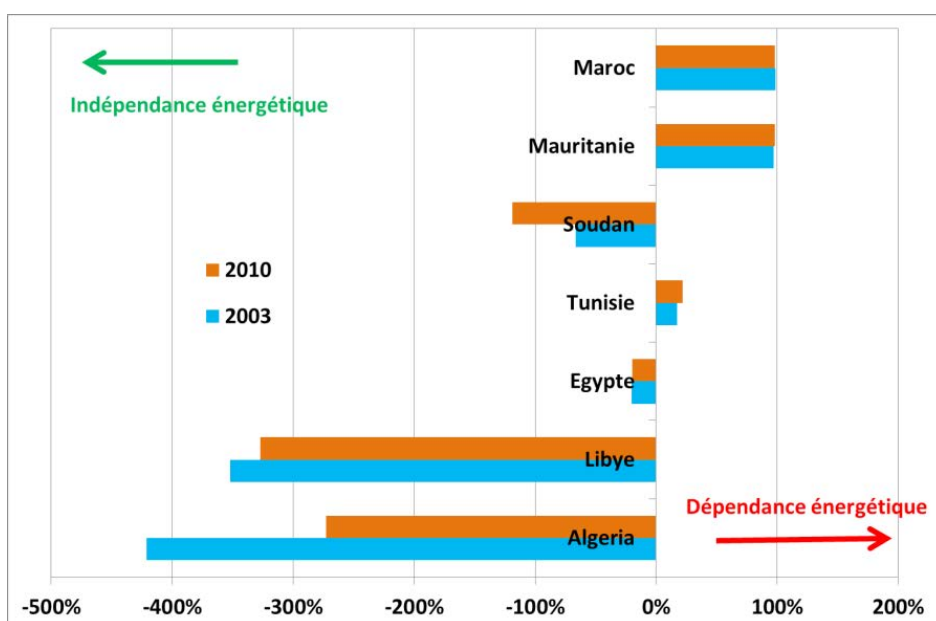
Présentation de la réunion d'experts

Contexte général

Les pays de l'Afrique du Nord : des situations variées, mais des défis communs

La région de l'Afrique du Nord, intégrant l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie, l'Egypte et le Soudan, présentent des situations énergétiques variées. Certains pays comme le Maroc et la Mauritanie dépendent en grande partie de l'étranger pour leur approvisionnement énergétique, alors que la Tunisie et l'Egypte sont en phase de transition vers une situation d'importateurs nets d'énergie. Enfin, l'Algérie, la Libye et le Soudan sont de grands exportateurs d'énergie avec une économie basée dans sa grande majorité sur les hydrocarbures.

Toutefois, comme le montre le graphique suivant sur le taux de dépendance énergétique¹, même les pays producteurs d'énergie (à l'exception du Soudan) observent une dégradation rapide de leur indépendance énergétique.



Cette dépendance est due à une forte croissance de la consommation intérieure de l'énergie provenant surtout d'une augmentation galopante de la demande en électricité qui constitue un défi futur très important pour les pays de la région. En effet, même les pays riches en hydrocarbures se trouvent aujourd'hui dépassés par la croissance rapide des besoins en capacités de production d'électricité, pour faire face à la demande additionnelle de puissance, notamment au niveau de la pointe de charge électrique.

Sur plan économique, la subvention des énergies conventionnelles pèse de plus en plus sur les finances publiques. Par exemple en Tunisie et en Egypte, le montant de cette subvention est estimée à environ 20% du budget public, soit respectivement 3,2 et 17 milliards de dollars en 2012. De même en Algérie et au Maroc, le montant de la subvention aux énergies conventionnelles s'est élevé respectivement à 10,6 et 5,4 milliards de dollars en 2011.

Cette pression sur les finances publiques risque même d'augmenter dans l'avenir pour diverses raisons :

- L'augmentation prévisible des prix de l'énergie au niveau international
- Le déficit croissant du bilan énergétique pour les pays importateurs nets d'énergie
- La difficulté d'augmenter significativement à court terme les tarifs de l'énergie, compte tenu de la situation socio-politique particulière dans la plupart des pays de la région.

Ainsi en résumé, trois défis majeurs sont communs à l'ensemble des pays de la région :

- Garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique à moyen et long terme à travers la réduction de la dépendance énergétique ;

¹ Taux de dépendance = 1 – (production énergie / Consommation d'énergie primaire)

- Faire face à la forte demande additionnelle d'électricité aussi bien au niveau de l'énergie que de la puissance ;
- Réduire les subventions publiques à l'énergie conventionnelle afin de soulager les finances publiques et orienter ces fonds vers d'autres secteurs prioritaires de développement économique.

En plus de ces défis énergétiques, l'autre défi commun majeur est bien entendu la croissance économique et la création d'emplois, dans un contexte où le taux de chômage des jeunes est devenu de plus en plus insupportable et socio-politiquement sensible. Les pays de la région sont donc appelés à chercher de nouvelles sources de croissance économique ; et toute nouvelle politique énergétique doit forcément intégrer cette dimension.

L'indispensable transition énergétique

Devant ces défis communs, la transition des systèmes énergétiques des pays de la région vers un mode de consommation et de production d'énergie plus durable est indispensable pour l'ensemble de la région.

Cette transition énergétique implique un développement massif de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables qui constituent une solution commune inévitable pour l'ensemble des pays de la région. Si l'on se concentre sur la composante énergie renouvelable, la mise en œuvre de cette transition énergétique dans les pays de la région nécessite un certain nombre d'exigences au niveau national :

- La mise en place d'une vision stratégique claire, ambitieuse et de long terme en matière d'énergies renouvelables ;
- La création d'un environnement réglementaire et institutionnel favorable à l'émergence d'un marché attractif pour les usagers et les investisseurs des énergies renouvelables ;
- La mise en place de mécanismes de soutien aux énergies renouvelables pérennes pour pallier aux distorsions tarifaires actuelles introduites par les subventions aux énergies conventionnelles et qui risquent de perdurer à court et moyen terme ;
- Le développement des compétences nationales pour accompagner la mise en œuvre des objectifs de développement à moyen et long terme.

Une vision politique collective de long terme, pour appuyer les stratégies nationales

Aujourd'hui chaque pays de la région annonce des objectifs ambitieux de développement des énergies renouvelables à moyen et long termes, comme le montre le tableau suivant :

Pays	Année cible	% des ER dans la production d'électricité	Objectif de capacités ER installées
Algérie	2030	40% (37% solaire et 3% éolien)	- CSP : 7200 MW ; PV : 2800 MW ; Eolien : 2000 MW
Egypte	2020	20% (dont 12% éolien et 8% hydro et autres)	- Eolien : 7200 MW ; Biomasse : 1500 MW
Libye	2020	10%	- Eolien 1500 MW ; CSP : 800 MW ; PV : 450 MW - Chauffe-eau solaire : 1 Mm ²
Maroc	2020	42% de la puissance installée dont 28% éolien et solaire et 14% hydro.	- Eolien : 2000 MW ; CSP/PV : 2000 MW ; - Chauffe-eau solaire : 1,7 millions m ²
Mauritanie	2020	20%	
Tunisie	2030	30% (15% éolien, 10% solaire PV et 5% CSP)	- Eolien 1760 MW ; CSP : 460 MW ; PV : 1500 MW ; Biomasse : 300 MW - Chauffe-eau solaire : 1,5 millions m ²
Soudan	2030		- Eolien 500 MW ; CSP/PV : 2000 MW

La plupart de ces stratégies vise aussi la promotion de l'intégration industrielle, le développement des compétences et le transfert technologique.

Toutefois, ces stratégies ont été toutes établies de manière individuelle sans tenir compte de la dimension régionale du marché des énergies renouvelables et sans même prendre en compte les stratégies des pays voisins.

Les expériences étrangères, particulièrement celle de l'Europe, montrent que le développement pérenne et à grande échelle du marché des énergies renouvelables nécessite une vision stratégique commune et une approche de mise en œuvre régionale afin de partager les risques et de tirer profit de la complémentarité et de la synergie entre les pays de la région.

Malheureusement, il n'existe pas aujourd'hui de vrai cadre de politique régionale pour un développement commun des énergies renouvelables, malgré les initiatives de certaines organisations régionales comme la Ligue Arabe et l'UMA.

La plupart des travaux réalisés dans ce sens ont plutôt été initiés dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne (initiatives MEDREG, MEDGRID, Plan Solaire Méditerranéen, etc.), et ne sont pas véritablement issues de l'initiative des pays de la région.

Il est bien entendu nécessaire que chaque pays développe ses propres stratégies et programmes ; mais cela devrait se faire dans le cadre d'une vision régionale et d'un cadre stratégique commun cohérent permettant d'optimiser les efforts nationaux. Ce cadre stratégique devrait se structurer, à notre sens, autour de quatre axes clés, à savoir :

1. Accélérer l'émergence d'un marché régional attractif d'énergie renouvelable, notamment pour la production d'électricité afin de dépasser les contraintes économiques liées à l'étroitesse des marchés nationaux et les contraintes techniques liées à la faible capacité d'absorption des réseaux électriques nationaux ;
2. Accroître les investissements à travers la mobilisation des ressources financières auprès du secteur privé et des institutions financières internationales, régionales et nationales ;
3. Promouvoir le développement d'un tissu industriel régional compétitif et développer des compétences techniques et scientifiques communes. Cela a pour objectif de maximiser les retombées socio-économiques du développement du marché régional des énergies renouvelables, par l'accroissement de la valeur ajoutée industrielle régionale et la création d'emplois verts.
4. Mettre en place des mécanismes institutionnels adéquats pour accompagner l'adoption, la mise en œuvre et le suivi de la politique régionale commune.

Une réunion d'experts : Réfléchissons ensemble sur une politique régionale de développement des énergies renouvelables

Objectif et résultats attendus de la réunion

La présente réunion d'experts organisée par le Bureau Afrique du Nord de la CEA et associant les différents acteurs institutionnels et non gouvernementaux au niveau de la région de l'Afrique du Nord, s'inscrit dans ce cadre. Son objectif principal est de formuler des recommandations concrètes concernant les grandes orientations d'une politique régionale en matière de développement des énergies renouvelables, notamment pour la production d'électricité.

Ainsi, la réunion d'experts doit permettre de :

- Discuter les axes stratégiques présentés ci-dessus, mieux les préciser et les valider.
- Identifier les obstacles à lever pour mettre en œuvre les axes de la stratégie régionale commune ;
- Définir les mesures techniques, économiques et institutionnelles requises pour la mise en œuvre de ces axes de politique régionale commune.

Il est important de souligner que ces recommandations doivent se focaliser sur la dimension régionale et non pas sur le caractère national spécifique. Elle doit aussi prendre en comptes les cadres politiques régionaux et sous régionaux existants, tels que la Directive de la Ligue Arabe pour le développement des énergies renouvelables, les initiatives dans le cadre de l'Union du Maghreb Arabe, les initiatives Euro-méditerranéennes, etc.

Plus concrètement, il est attendu, à travers les discussions et les échanges d'opinions entre les différents experts présents à la réunion, de collecter les idées et les informations nécessaires à l'élaboration d'un document de cadrage pour une politique régionale commune de développement des énergies renouvelables à grande échelle et de manière pérenne. Ce document une fois finalisé sera adressé aux institutions régionales concernées et aux décideurs politiques des pays de la région.

Organisation et approche de travail

La réunion d'experts sera organisée en sessions plénières et en ateliers thématiques, comme présenté dans le programme.

La première session plénière a pour objectif de bien comprendre les enjeux et les déterminants d'une politique régionale de développement des énergies renouvelables.

Quatre ateliers thématiques seront ensuite organisés et animés par des modérateurs spécialisés afin d'approfondir l'analyse et de formuler des recommandations concrètes pour mettre en œuvre les axes stratégiques suivants :

- Atelier thématique 1 : Développement du marché régional
- Atelier thématique 2 : Financement de la politique régionale commune
- Atelier thématique 3 : Intégration industrielle et développement des compétences
- Atelier thématique 4 : Quelle gouvernance pour une politique régionale commune ?

Une fiche thématique décrivant les objectifs, les résultats attendus et l'approche d'organisation de chaque atelier sera fournie aux participants à l'atelier en question.

Les résultats de ces ateliers thématiques seront ensuite présentés en sessions plénières et seront consolidés pour formuler les recommandations générales de la réunion d'experts.

ATELIERS THEMATIQUES

Document de cadrage des travaux de l'atelier N°1

Thématique: Développement du marché régional des énergies renouvelables	Modérateur de l'atelier: Sami Marrouki/Consultant CEA-AN
Date: 24 septembre 2013 14h30- 17h30	Durée: 2 heures et 30 mn

Contexte général

L'accélération de l'émergence d'un marché régional intégré pour l'électricité d'origine renouvelable exige un cadre juridique régional spécifique accompagné de standards, normes et règles techniques harmonisés visant le développement des réseaux d'interconnexion et des infrastructures transfrontalières. Plus précisément, cela revient à établir un environnement juridique adéquat et un système tarifaire incitatif et stable qui favorise l'accès aux réseaux électriques pour la cession, par les opérateurs et les investisseurs, de l'électricité renouvelable.

Le présent atelier thématique s'inscrit dans le cadre de l'axe stratégique relatif à «*l'accélération de l'émergence d'un marché régional attractif d'énergies renouvelables, notamment pour la production d'électricité afin de dépasser les contraintes économiques liées à l'étroitesse des marchés nationaux et les contraintes techniques liées à la faible capacité d'absorption des réseaux électriques nationaux*».

Les participants à cet atelier thématique devront débattre des arrangements à intégrer dans les stratégies et programmes nationaux, dans le cadre d'une vision régionale et avec une cohérence permettant d'optimiser les efforts nationaux de développement du marché régional des énergies renouvelables.

Objectif de l'atelier thématique

Il s'agit dans un premier temps de bien préciser les déterminants technologiques, économiques et institutionnels de cet axe stratégique, mais d'un **point de vue régional** et non pas national. Parmi ces déterminants, on citera essentiellement :

- Le choix concerté des filières d'énergie renouvelable à développer dans la région tout en tenant compte des spécificités de chaque pays, mais aussi de la complémentarité entre les pays de la région ;
- La poursuite des efforts nationaux visant la libéralisation du secteur de l'électricité et l'intégration des énergies renouvelables dans le marché de l'électricité;
- L'accélération des travaux en cours pour la création d'un marché maghrébin d'électricité ouvert et compétitif
- La définition des règles de commerce transnational des énergies renouvelables et plus particulièrement de l'électricité verte ;
- L'intégration des réseaux électriques au niveau de la région avec les autres régions du monde.

Chaque déterminant doit faire ensuite l'objet d'une discussion approfondie afin d'identifier les difficultés et les barrières qui empêchent l'émergence du marché régional et de formuler les mesures collectives nécessaires pour les lever.

A l'issue de l'atelier thématique, les organisateurs souhaitent arriver à formuler des recommandations relatives aux mesures communes nécessaires pour initier l'émergence d'un marché régional attractif d'énergie renouvelable, en tenant compte de l'état d'avancement et des enseignements à tirer des initiatives déjà en cours. Ces mesures sont d'ordre institutionnel, réglementaire, économique et technique.

Les recommandations seront ensuite présentées et discutées en session plénière en vue de les compléter et de les valider.

Approche de déroulement de l'atelier

Règles opératoires

L'animation du groupe de travail sera assurée par un modérateur spécialisé qui assurera la gestion de l'atelier, le suivi du temps alloué et la conduite des discussions dans le but de faire émerger les recommandations attendues.

Durant l'atelier thématique, les participants observeront les exigences suivantes:

- Respecter les règles d'animation introduites par le modérateur au début de l'atelier
- Fixer les contributions en introduisant une idée claire par carton en utilisant les tableaux métaphores
- Ecrire lisiblement et introduire des phrases concises
- Discussion de l'idée en cas de besoin

Déroulement de l'atelier:

- Le temps alloué à l'atelier est de 2h30
- Le groupe désignera un rapporteur qui sera chargé de prendre notes et de restituer ensuite les résultats en plénière
- Le modérateur fera une présentation introductive à la thématique
- Les discussions seront structurées au tour des questions clés posées par le modérateur
- Une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe à la fin de l'atelier

Questions clés à traiter durant l'atelier

Afin de faciliter et d'orienter le débat, les discussions seront organisées autour des questions clés suivantes :

- Quels choix de filières d'énergies renouvelables à moyen et long terme pour la région ?
- Quels sont les difficultés et les barrières qui empêchent l'émergence du marché régional ?
- Quelles réformes et adaptations juridiques sont nécessaires au niveau régional pour établir un marché commun d'électricité et plus particulièrement d'électricité renouvelable ?
- Quels instruments régionaux de soutien au marché régional d'ER (y compris la production électrique) ?
- Quel est l'état des réseaux électriques et quels sont les besoins de leur mise à niveau dans une perspective d'intégration électrique régionale?
- Quelles sont les attentes et les besoins du secteur privé pour le développement du marché régional ?
- Comment coordonner les initiatives des acteurs régionaux dans ce domaine (Ligue Arabe Comelec, Med-TSO, Medgrid,...) ?

Résultats attendus de l'atelier

A l'issue de l'atelier thématique, une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe et présentée par le rapporteur dans la session plénière de restitution. Cette présentation comprendra, des suggestions, qui touchent notamment:

- La proposition des choix de filières d'énergies renouvelables à moyen et long terme pour la région en tenant compte des orientations stratégiques, des programmes nationaux en cours au niveau de chaque pays ainsi que des objectifs des initiatives régionales ;
- Les barrières et les contraintes qui empêchent le développement d'un marché régional d'énergies renouvelables en examinant les aspects suivants:
 - Le renforcement de l'infrastructure d'intégration des réseaux électriques au niveau de la région (ex : interconnexion Tunisie – Lybie – Egypte) ;
 - La définition d'un cadre et des règles de commerce électrique entre les pays de la région ;
 - La mise en place d'un cadre juridique adapté et harmonisé qui permette un accès libre et non discriminatoire aux réseaux électriques, à des tarifs compétitifs pour les producteurs qui exploitent des sources d'énergie renouvelables;
 - La réduction des subventions aux énergies fossiles et l'adoption d'un système de tarification approprié.
- Les réformes et adaptations juridiques au niveau régional pour établir un marché commun d'électricité et plus particulièrement d'électricité renouvelable en accordant une attention particulière aux spécificités des sous régions et aux rôles des secteurs privés dans la région. Ces mesures seront d'ordre technique, réglementaire, institutionnel et économique.
- Le suivi de la mise en œuvre des mesures adoptées et la coordination des initiatives des acteurs régionaux dans ce domaine (Ligue Arabe, Comelec, Med-TSO, Medgrid,...)

Document de cadrage des travaux de l'atelier N°2

Thématique: Financement de la politique régionale commune	Modérateur de l'atelier: Rafik Missaoui/Consultant CEA-AN
Date: 24 septembre 2013 14h30-17h30	Durée: 2 heures et 30 mn

Contexte général

Le présent atelier thématique s'inscrit dans le cadre de l'axe stratégique relatif à» ***l'accroissement des investissements à travers la mobilisation des ressources financières auprès des institutions financières internationales et du secteur privé industriel et bancaire*** «

Jusqu'aujourd'hui, les investissements destinés aux énergies renouvelables dans les pays sont financés essentiellement par les gouvernements et l'aide publique au développement (APD). Les risques spécifiques liés aux énergies renouvelables, les conditions de marché peu attractives et l'étroitesse des marchés nationaux, sont autant d'éléments, qui limitent la contribution du secteur privé. Le développement de l'investissement dans les énergies renouvelables est conditionné par la capacité des pays à mettre en œuvre des mécanismes de financement et des partenariats innovants et souples permettant de lever des financements auprès du secteur privé, des banques de développement et des institutions financières internationales et régionales.

Objectif de l'atelier thématique

L'atelier thématique vise l'identification des mesures communes à entreprendre au niveau de la région pour :

- Faciliter la mobilisation des ressources financières auprès des institutions financières et du secteur privé au niveau international, régional et national ;
- Aider les pays à mettre en œuvre des mécanismes de financement innovants et souples permettant des financements non conventionnels (épargne public, fonds d'investissement, capital risk, etc.) ;
- Mettre en place des mécanismes communs pour atténuer les risques économiques et politiques des projets d'énergies renouvelables et améliorer par la même, la compétitivité de la région dans ce secteur.

Plus particulièrement, le débat devrait couvrir les aspects suivants :

- Les opportunités de développer des Partenariats Publics Privés (PPP) comme modèle à fort effet de levier des finances publiques (une combinaison de fonds publics et privés industriels et secteur bancaire constituerait un stimulus efficace pour accroître l'activité dans le secteur des énergies renouvelables) ;
- Les mesures nécessaires pour la mise en œuvre d'un cadre attractif fondé sur des politiques de long terme et un climat d'affaires transparent pour attirer les investisseurs privés ;
- Les opportunités des nouveaux mécanismes de marché mis en place dans le cadre des efforts de lutte contre le changement climatique.

Chaque aspect doit faire l'objet d'une discussion approfondie afin d'identifier les difficultés et les barrières qui empêchent les investisseurs et les industriels à financer les programmes et les projets d'énergies renouvelables. Sur la base de ce diagnostic, il est attendu des participants de formuler des recommandations relatives aux mesures communes nécessaires à mettre en place pour financer à moindre coût le développement des ER dans la région.

Les recommandations seront ensuite présentées et discutées en session plénière en vue de les compléter et de les valider.

Approche de déroulement de l'atelier

Règles opératoires

L'animation du groupe de travail sera assurée par un modérateur spécialisé qui assurera la gestion de l'atelier, le suivi du temps alloué et la conduite des discussions dans le but de faire émerger les recommandations attendues.

Durant l'atelier thématique, les participants observeront les exigences suivantes:

- Respecter les règles d'animation introduites par le modérateur au début de l'atelier
- Fixer les contributions en introduisant une idée claire par carton en utilisant les tableaux métaphores
- Ecrire lisiblement et introduire des phrases concises
- Discussion de l'idée en cas de besoin

Déroulement de l'atelier:

- Le temps alloué à l'atelier est de 2h30
- Le groupe désignera un rapporteur qui sera chargé de prendre notes et de restituer ensuite les résultats en plénière
- Le modérateur fera une présentation introductive à la thématique
- Les discussions seront structurées au tour des questions clés posées par le modérateur
- Une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe à la fin de l'atelier

Questions clés à traiter durant l'atelier

Afin de faciliter et d'orienter le débat, les discussions seront organisées autour des questions clés suivantes :

- Quels instruments et modèles de financement des projets d'énergies renouvelables dans la région ?
- Comment mobiliser les ressources du secteur privé régional et international pour l'investissement dans la région ?
- Comment accroître le financement de la recherche et de l'innovation?
- Le rôle des bailleurs et des institutions financières internationales et régionales dans le financement de la politique commune et des projets régionaux
- Comment promouvoir des projets bancables ?

Résultats attendus de l'atelier

A l'issue de l'atelier thématique, une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe et présentée par le rapporteur dans la session plénière de restitution, cette présentation comprendra, des suggestions, qui touchent notamment:

- Les possibilités de financement offertes par la coopération avec les institutions financières internationales pour le financement des investissements de projets régionaux;
- Les besoins de mobiliser des financements pour le renforcement des réseaux des interconnexions électriques pour la sous-région ;
- L'opportunité de mettre en place des Fonds d'investissement régionaux spécifiques pour les énergies renouvelables permettant ainsi la mobilisation de ressources financières nationales, régionales et internationales;
- La capacité des pays à promouvoir les partenariats publics-privés ;
- La nécessité d'harmoniser les politiques et les procédures relatives à l'investissement et de réformer le climat des affaires pour renforcer la participation du secteur privé ;
- La proposition des mesures incitatives financières et fiscales appropriées pour attirer les investisseurs et le secteur privé ;
- L'utilité de mettre en place une structure financière régionale dédiée aux énergies renouvelables. Cette structure sera chargée de:
 - L'identification des projets d'énergie renouvelables d'envergure,
 - L'analyse des projets en fonction des critères de risques financiers et,
 - Proposer les projets bancables aux institutions financières et aux fonds d'investissement.

Document de cadrage des travaux de l'atelier thématique N°3

Thématique: Intégration industrielle et développement des compétences	Modérateur de l'atelier: Sami Marrouki/Consultant CEA-AN
Date: 25 septembre 2013 11h00-13h00	Durée: 2 heures

Contexte général

Le présent atelier thématique s'inscrit dans le cadre de l'axe stratégique relatif à la « *Promotion du développement d'un tissu industriel régional compétitif et le développement des compétences techniques et scientifiques communes* » afin de maximiser les retombées socio-économiques du développement du marché régional des énergies renouvelables, par l'accroissement de la valeur ajoutée industrielle régionale et la création d'emplois verts.

La réalisation de cet objectif stratégique implique une politique commune cohérente focalisant sur les aspects suivants :

- Le renforcement des partenariats industriels entre les pays de la région et avec les autres régions du monde ;
- La promotion de la recherche scientifique et de l'innovation ainsi que la mise en commun des moyens en la matière
- L'accélération de l'échange des savoirs et de l'expertise entre les pays de la région et avec les autres régions du monde

Objectif de l'atelier thématique

Cet atelier thématique vise d'abord l'analyse de la situation actuelle dans la région en matière d'offre industrielle et des compétences techniques et scientifiques dans la région. Il s'agit aussi de dresser un état des lieux de la coopération entre les pays de la région dans ce domaine.

Le groupe devrait identifier ensuite les obstacles majeurs pour accélérer la coopération industrielle, technique et scientifique dans ce domaine.

Enfin, sur la base de ce diagnostic, il s'agit de formuler des recommandations pour :

- Mieux répondre aux besoins du secteur privé pour augmenter l'intégration industrielle et créer par conséquent un tissu industriel compétitif dans le domaine des technologies d'énergies renouvelables ;
- Favoriser le transfert des technologies et du savoir-faire entre les pays de la région et avec les autres régions (UE, etc.) ;
- Renforcer les compétences et les qualifications dans la région ;
- Améliorer la coordination des travaux de recherche pour étendre les champs vers des objectifs régionaux.

Les recommandations seront ensuite présentées et discutées en session plénière en vue de les compléter et de les valider.

Approche de déroulement de l'atelier

Règles opératoires

L'atelier sera animé par un modérateur spécialisé qui assurera la gestion de l'atelier, le suivi du temps alloué et la conduite des discussions dans le but de faire émerger les recommandations attendues.

Durant l'atelier thématique, les participants observeront les exigences suivantes:

- Respecter les règles d'animation introduites par le modérateur au début de l'atelier
- Fixer les contributions en introduisant une idée claire par carton en utilisant les tableaux métaphores
- Ecrire lisiblement et introduire des phrases concises
- Discussion de l'idée en cas de besoin

Déroulement de l'atelier:

- Le temps alloué à l'atelier est de 2h00
- Le groupe désignera un rapporteur qui sera chargé de prendre notes et de restituer ensuite les résultats en plénière
- Le modérateur (consultant) fera une présentation introductive à la thématique
- Les discussions seront structurées au tour des questions clés posées par le modérateur
- Une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe à la fin de l'atelier

Questions clés à traiter durant l'atelier

Afin de faciliter et d'orienter le débat, les discussions seront organisées autour des questions clés suivantes :

- Quel est l'état actuel de l'intégration industrielle dans la région ?
- Quelles sont les contraintes et les difficultés qui empêchent le développement de l'intégration industrielle régionale ?
- Comment promouvoir l'innovation et construire des capacités communes de R&D dans la région ?
- Quelle politique commune de normalisation et d'harmonisation des standards et des règles techniques ?
- Quelles stratégies et mécanismes de partenariat industriel et de transfert technologique et de savoir-faire ?
- A quels défis les entreprises privées doivent-elles faire face et quelles sont les opportunités pour elles d'investir sur l'ensemble de la chaîne de valeur des filières ?
- Quel rôle pour les opérateurs économiques nord africains dans le cadre d'une stratégie régionale des énergies renouvelables ?

Résultats attendus de l'atelier

A l'issue de l'atelier thématique, une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe et présentée par le rapporteur dans la session plénière de restitution. Cette présentation comprendra des suggestions qui touchent notamment:

- Les contraintes et les difficultés empêchant l'intégration industrielle dans le domaine des énergies renouvelables en examinant:
 - L'offre technologique et de services et l'analyse de la chaîne de valeurs des énergies renouvelables;
 - La réglementation des échanges commerciaux entre les pays, notamment au niveau des tarifs douaniers et de la fiscalité.
- La politique commune de normalisation et d'harmonisation des standards et des règles techniques ;
- La création de plateformes d'échanges pour faciliter l'accès à l'information sur les dernières avancées technologiques et leurs perspectives de développement ;
- La nécessité de valoriser et de capitaliser les expériences technologiques réussies au niveau de la région ;
- L'utilité d'établir et mettre en œuvre un programme régional de développement technologique et industriel ;
- Les attentes du secteur privé en vue d'explorer les possibilités de création de nouvelles PME en identifiant les opportunités régionales sur l'ensemble de la chaîne de valeur;
- La nécessité de convenir et d'adopter une politique de partenariat industriel et de transfert technologique et de savoir-faire ;
- Les rôles des opérateurs économiques nord africains dans le développement de l'intégration industrielle, dans le cadre d'une stratégie régionale d'énergies renouvelables.

Document de cadrage des travaux de l'atelier thématique N°4

Thématique : Quelle gouvernance pour une politique régionale commune ?	Modérateur de l'atelier: Rafik Missaoui/Consultant CEA-AN
Date: 25 septembre 2013 11h00-13h00	Durée: 2 heures

Contexte général

Toute politique régionale de développement des énergies renouvelables doit être accompagnée de « mécanismes institutionnels adéquats pour accompagner l'adoption, la mise en œuvre et le suivi de la politique régionale commune ». La mise en place et la gestion de ces mécanismes relèvent du rôle et de la responsabilité des Etats et des institutions politique et technique régionales, telles que l'UMA, la Ligue Arabe, etc.

Les discussions du groupe doivent se focaliser sur ces aspects institutionnels pour tenter de répondre à la question clé **«Quelle gouvernance pour une politique régionale commune de développement des énergies renouvelables ?»**

Par gouvernance, il faut entendre l'ensemble des aspects suivants :

- Le processus de définition des objectifs à long terme de la politique commune au niveau de la région ;
- Le cadre juridique et les accords régionaux pour l'adoption d'une politique commune tout en tenant compte des cadres existants (directive de la Ligue Arabe dans le domaine des ER, les accords Euro-méditerranéens, etc.) ;
- Le monitoring et le suivi des efforts nationaux et des achèvements réalisés par les Etats dans le cadre de la politique commune ;
- Le système de reporting des Etats vers l'organe régional de pilotage de la politique commune ;
- L'évaluation des politiques nationales avec des indicateurs pertinents définis à l'avance ;
- Le cadre et les mécanismes de dialogue, d'échanges et de coopération entre les structures nationales concernées au sein de la région ;
- Le cadre et les mécanismes de coopération avec les autres régions du monde et notamment l'Europe.

Objectif de l'atelier thématique

L'atelier thématique vise d'abord à analyser la mission actuelle des principales institutions et structures régionales existantes et évaluer leur prédisposition et leurs capacités à jouer un rôle actif dans le suivi des efforts régionaux en matière d'énergies renouvelables.

Il s'agit ensuite d'identifier les obstacles que pourrait rencontrer la mise en place d'un cadre de gouvernance pertinent pour la mise en œuvre d'une politique commune au niveau de la région.

Le groupe doit par la suite faire des propositions relatives au cadre de gouvernance et aux mécanismes institutionnels adéquats pour le pilotage de la politique commune et les formuler sous forme de recommandations qui seront présentées et discutées en session plénière en vue de les compléter et de les valider.

Approche de déroulement de l'atelier

Règles opératoires

L'animation du groupe de travail sera effectuée par un modérateur spécialisé qui assurera la gestion de l'atelier, le suivi du temps alloué et la conduite des discussions dans le but de faire émerger les recommandations attendues.

Durant l'atelier thématique, les participants observeront les exigences suivantes:

- Respecter les règles d'animation introduites par le modérateur au début de l'atelier
- Fixer les contributions en introduisant une idée claire par carton en utilisant les tableaux métaphores

- Ecrire lisiblement et introduire des phrases concises
- Discussion de l'idée en cas de besoin

Déroulement de l'atelier:

- Le temps alloué à l'atelier est de 2h00
- Le groupe désignera un rapporteur qui sera chargé de prendre notes et de restituer ensuite les résultats en plénière
- Le modérateur fera une présentation introductive à la thématique
- Les discussions seront structurées autour des questions clés posées par le modérateur
- Une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe à la fin de l'atelier

Questions clés à traiter durant l'atelier

Afin de faciliter et d'orienter le débat, les discussions seront organisées autour des questions clés suivantes :

- Comment définir des objectifs et des axes stratégiques communs ?
- Comment instaurer un cadre permanent de dialogue et d'échanges au niveau régional ?
- Quel cadre commun pour la mise en œuvre d'une politique régionale ? (coordination, régulation du marché électrique, politique douanière, etc.) ;
- Comment promouvoir la coordination des efforts entre les institutions régionales (UMA, Ligue Arabe) ;
- Quelle politique commune de coopération avec l'Europe ?

Résultats attendus de l'atelier

A l'issue de l'atelier thématique, une synthèse des résultats et des recommandations sera formulée par le groupe et présentée par le rapporteur dans la session plénière de restitution, cette présentation comprendra, des suggestions, qui touchent notamment:

- L'examen des cadres et des mécanismes institutionnels actuels du point de vue des capacités à favoriser et renforcer le dialogue à l'échelle régionale sur les politiques, les programmes et les réformes ;
- Les mesures pour renforcer les mécanismes institutionnels existants ;
- Le rôle de l'UMA et de la Ligue Arabe pour coordonner et accompagner la mise en œuvre de la politique régionale ;
- La nécessité de promouvoir la coordination des efforts entre les différentes institutions régionales, tout en proposant la manière ;
- Les déterminants des mécanismes institutionnels de suivi et d'évaluation de la politique commune ;
- Le renforcement du dialogue et d'échange d'expériences sur les bonnes pratiques au sein de la région à travers:
 - La création d'une plateforme régionale de dialogue politique et d'échange d'expériences regroupant tous les acteurs publics et privés et les partenaires du secteur des énergies renouvelables;
 - L'amélioration de la disponibilité et de l'accès à l'information fiable et consolidée sur les potentialités en ressources d'énergies renouvelables ;
 - La diffusion des bonnes pratiques des politiques et de législation des pays dans le domaine des énergies renouvelables;
- Le mode de coopération commune avec les autres régions et notamment avec l'Europe.



**50 ans de partenariat
pour le développement et
l'intégration régionale en Afrique du Nord**



Nations Unies

Commission économique pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique du Nord

Avenue Attine - Secteur 3-A5 - B.P. 2062 Rabat Riad

Hay Riad, Rabat, Maroc

Tél. : +212 537 71 78 29/ 71 56 13- Fax : +212 537 71 27 02

E-mail : srdc-na@uneca.org - Site web : www.uneca.org